

Depuis 2006, les peuples d'Oaxaca (Etat du sud du Mexique), sont en rébellion ouverte contre le pouvoir autoritaire d'Ulises Ruiz, gouverneur de l'Etat. Cette lutte a permis à ces peuples de s'organiser dans une Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) devenu un outil de démocratie directe, lorsque le gouverneur a été chassé de la ville, durant 5 mois en 2006. Mais la répression s'est abattue de façon très violente contre cette commune libre d'Oaxaca. L'APPO continue néanmoins la lutte et cherche un soutien international. Jaquelina Lopez et Samuel Hernandez, militant-e-s du CODEP (Comité de Défense des Droits du Peuple), membres du conseil de l'APPO, ont passé 2 mois en Europe pour populariser leur lutte, chercher du soutien... et « Crear dos, tres, muchos Oaxacas ».

Nous les avons rencontrés lors de leur passage à Strasbourg, pour qu'ils témoignent certains aspects de leur lutte.

Bonjour, pouvez-vous nous expliquer comment s'est créé l'A.P.P.O. ?

L'A.P.P.O. a été créée le 20 juin 2006, afin d'unifier l'ensemble du mouvement qui venait de surgir ; et ce, à partir des appels à la mobilisation qu'avaient lancés les organisations sociales et les syndicats, avec en tête les professeurs de Oaxaca. Mais par dessus tout, il y avait la volonté et la nécessité de créer un espace où pourrait participer tout le peuple : pour pouvoir donner ses opinions, ses points de vue, et pouvoir prendre les meilleures décisions pour le mouvement qui était en train de croître à Oaxaca. De cette manière au sein de l'A.P.P.O. s'intégraient tous les secteurs : les indigènes, les paysans, les autorités municipales, les étudiants, les « femmes », les « transporteurs » (chauffeur de bus, taxi...), les commerçants... Tous les points de vue politiques et idéologiques étaient également représentés car participaient aussi des groupes anarchistes, zapatistes, socialistes, chrétiens, groupes du pouvoir populaire, et des groupes faisant parti de partis politiques mais qui venaient quand même en tant qu'organisations sociales... Il y avait donc une grande diversité à l'origine, ce qui a donné une force particulière à l'A.P.P.O.

Plus particulièrement pouvez-vous nous parler du C.O.D.E.P. De quoi s'agit-il ? Quel est son rôle ?

Le Comité de Défense des Droits du Peuple (le C.O.D.E.P.), est une organisation qui a vu le jour il y a 29 ans. Au début, cela s'appelait l'Unité Populaire de Tlaxiaco (lieu à Oaxaca), initialement localisé dans un quartier indigène mixtèque de Oaxaca. Par la suite, la lutte de ce premier groupe s'est étendue à un autre quartier, Putla de Guerrero Oaxaca, se convertissant en Union Populaire Mixtèque.

Ces deux organisations à l'origine de la C.O.D.E.P. regroupaient des étudiants et des communautés indigènes de la zone Mixtèque, reprenant la lutte et les revendications de certains peuples comme la reprise des terres : comme dans le cas de Putla de Guerrero, où ont été récupérées des terres volées par le « cacique » de cette région, Melchior Alonzo. Les caciques (1), dans l'état de Oaxaca, sont des personnes riches qui exploitent les communautés indigènes et imposent leur loi aux autorités municipales dans la région qu'ils contrôlent ; ces riches s'imposent au travers de groupes paramilitaires, et contre tous ceux qui ne se conforment pas à leurs désirs et intérêts, en les menaçant et ou les assassinant. Ils ne sont pas forcément de grands propriétaires terriens, mais possèdent le plus souvent le grand magasin (« gran tienda » d'achat centralisé de café de toute une région par exemple. Ce sont eux qui fixent le prix d'achat de cette ressource même s'ils ne sont pas forcément propriétaires de toutes les terres. Si ce sont des terres indigènes, le cacique leur dit : « je vous donne de l'argent pour que vous achetiez les semences et produisiez du café et quand vous récoltez vous me vendez tout à moi puisque je vous ai donné de l'argent » et fixe les prix d'achats comme il l'entend. Il n'est donc pas propriétaire des terres (celles-ci sont très souvent propriété des communautés), mais il contrôle la production et l'accapare : à partir du moment où il y a eu un compromis par l'argent donné, c'est à lui que tout sera vendu ; si le producteur ne lui vend pas sa récolte, il ne pourra les vendre à aucun autre cacique, ceux-ci ayant des accords entre eux.

Ainsi, ce cacique, Melchior Alonzo, avait volé les terres de quelques communautés : l'Unité Populaire Mixtèque a donc décidé de récupérer ces terres et une partie de celles-ci a servi à la construction de maisons pour les petits producteurs, et l'autre partie a été consacrée aux semences et aux récoltes. Il y a eu réappropriation des terres. Comme souvent dans ces cas là, les caciques ont envoyé une quarantaine de mercenaires, paramilitaires, qui ont débarqué avec des armes de gros calibres et assassiné 7 personnes. Le reste de la communauté a dû partir se cacher dans les montagnes pour les fuir. Cela s'est passé vers 1985 ou 1986. Ensuite, l'Unité Populaire Mixtèque est entrée dans une période de lutte plus secrète, plus silencieuse, moins publique et ouverte qu'avant.

En 1991 à Putla, il y a eu de nouveau une lutte de toutes les communautés indigènes de cet endroit : un président municipal, qui avait été nommé par ces peuples, a été destitué et emprisonné par les caciques contrôlant l'exploitation du bois. Cela, parce qu'il s'était opposé à l'exploitation irrationnelle que les caciques faisaient du bois dans les communautés de cette région. Les communautés de cette région, une soixantaine, se sont alors soulevées ; d'abord pour demander la libération du président municipal enfermé, puis, pour qu'on lui rende son poste municipal. Cette lutte a obtenu sa libération mais non sa réintégration à son poste. Dans la foulée, les soixante communautés, Mixtèques et Triqui (autre peuple de cette région), ont ressenti la nécessité de maintenir cette unité et de s'organiser pour pouvoir lutter contre les problèmes qui pouvaient à nouveau se poser. Cette coordination de communautés indigènes, ainsi que la communauté indigène de Tlaxiaco, ont décidé de constituer le C.O.D.E.P. (fort d'environ 70 communautés de différents endroits). En 1993, ils ont organisé un congrès pour constituer officiellement le C.O.D.E.P. Des instances de coordination ont ensuite été créées, le Conseil Etatique Directif, instance horizontale qui a pour mission de mener à bien et d'exécuter les accords décidés par l'Assemblée des communautés et le Congrès.

C'est alors que le C.O.D.E.P. a commencé à lutter pour répondre et apporter des solutions aux doléances des communautés qui l'intégraient : pétitions pour l'eau potable, pour l'électrification, pour la création de routes, d'écoles, ou de ponts (dans ces régions, en période de pluie, les crues des rivières empêchant souvent la circulation), mais le C.O.D.E.P. lutte aussi pour appuyer les paysans indigènes dans leurs projets productifs, et par dessus tout, pour défendre les Droits de l'Homme, lutter contre les injustices que les caciques commettent contre les peuples indigènes. Le C.O.D.E.P. s'est peu à peu étendu et développer ; actuellement, nous sommes présents dans cinq des huit régions de l'état de Oaxaca. Désormais, il y a dans l'organisation, en plus de celles Mixtèques et Triqui, des communautés Mazatèques et Zapotèques.

Ainsi le C.O.D.E.P. fait en sorte d'obtenir des résultats pour ses diverses revendications en mettant en avant ses principales méthodes de luttes : manifestations, marches, piquets de grèves, barrages, blocages de rues, prise ou occupation d'offices gouvernementaux.

Quel a été le rôle des enseignants au début du mouvement et par la suite ?

A Oaxaca, il y a une caractéristique très importante concernant ces professeurs : ils sont très liés aux communautés indigènes de la région de Oaxaca, voire enracinés. Lorsque les jeunes professeurs sortent de leur formation et intègrent leurs premiers postes, un accord syndical qui existe les oblige à effectuer leurs premières années dans des communautés très éloignées des villes. Ainsi comme ces communautés sont lointaines, ils ne peuvent pas faire l'aller et retour dans la journée : parfois pour s'y rendre ils doivent faire 3 à 5 heures de marche ce qui fait qu'ils ne rentrent qu'en fin de semaine ; certains ne rentrent même que tous les quinze jours afin de toucher leur paye (ce mode de rémunération ne touche que les professeurs).

Ainsi, ils vivent de longues périodes, jour et nuit, dans les communautés indigènes, s'intégrant à la communauté et les communautés les voient progressivement comme faisant partie des leurs. Les professeurs connaissent, de ce fait, les problèmes et les nécessités des communautés ; dans de nombreux cas, comme ils passent plusieurs années dans la même, ils font partie des autorités de ces communautés et

parfois s'y marient, ce qui fait qu'ils sont adoptés par leur communauté. D'autres jeunes enseignants, en revanche, sont dans une communauté et passent à une autre préférant se rapprocher des centres urbains et avoir une meilleure facilité d'aller-retour par rapport à leur lieu d'origine.

Dans tous les cas, le corps des enseignants entend et connaît bien les problèmes et besoins des communautés indigènes souvent très pauvres. Dans l'immense majorité des organisations sociales et politiques de Oaxaca, il y a des professeurs.

De ce fait, à Oaxaca, les enseignants non seulement participent par leur syndicat professionnel, mais aussi créent ou participent à des organisations de lutte des peuples indigènes. Un bon exemple est le C.O.D.E.P. où se retrouvent de nombreux professeurs même s'ils n'en représentent qu'1 à 2% étant donné que la majorité est quand même composée du peuple indigène. C'est aussi très important car le syndicat des professeurs de Oaxaca a 27 ans de lutte pour la démocratie dans leur propre organisation. Toutes ces expériences de lutte dans leur syndicat ont également servi dans les luttes indigènes et sont ainsi transmises des syndicats vers les peuples indigènes. Et de même, l'expérience et les formes de luttes indigènes se transmettent et profitent aux syndicats. Pour conclure, pendant 3 ans, le syndicat des professeurs de Oaxaca n'a pas seulement lutté pour ses conditions de travail ou les augmentations de salaires, mais aussi pour des revendications qui bénéficient aux populations indigènes aux enfants de ces communautés (salles de classe, des vêtements, des déjeuners, matériel scolaire,...)

Dans le mouvement y a-t-il des projets alternatifs éducatifs par l'intermédiaire de l'A.P.P.O. ou du C.O.D.E.P. ?

En tant que C.O.D.E.P. nous avons une proposition que nous nommons « projet d'éducation populaire » qui a pour fondement les thèses de Paulo Freire (Brésil) qui dit, dans un premier temps, que l'éducation ne doit pas se faire dans le sens unique du professeur vers l'élève, mais plutôt un processus de construction des connaissances entre les élèves et ceux qu'on appelle « professeurs ». Ce n'est donc pas une éducation « bancaire » où l'élève est sur son siège pendant que le professeur lui déverse éducation et connaissance ; c'est un processus participatif qui a pour point de départ la réalité dans laquelle ils vivent, et qui a pour finalité de permettre à l'élève d'avoir une connaissance critique et libératrice. Ce n'est qu'un des aperçus de l'esprit de ces projets...

Pendant la période de prise de contrôle de Oaxaca - ville ou région - où les autorités ont été chassées de la ville, qu'avez-vous mis en place pour son fonctionnement ?

Ce qui a été fait pour qu'il y ait un bon, ou plus ou moins régulier, fonctionnement de la ville, a été d'organiser : le commerce, le transport, la sécurité et l'activité culturelle.

Quelle était cette activité culturelle, y a-t-il un lien avec la radio ?

La radio n'était pas, et n'est pas une finalité, elle sert juste de moyen de transmission, de communication, pour recevoir et donner des informations, tenir au courant la population et les différentes assemblées de ce qui se passait ailleurs. C'est surtout l'organisation de la Guelaguetza qui a permis de créer cette dynamique culturelle (Guelaguetza : terme zapotèque, fête du don ou fête du partage). Son origine remonte aux temps précolombiens. Cette fête se passe dans la partie haute du coteau du fortin dans la ville de Oaxaca. Les 16 peuples indigènes de la région de Oaxaca venaient s'y retrouver avec leurs produits et leurs récoltes et se les partageaient, se les offraient. Chaque peuple venait également avec ses musiques, ses danses, son artisanat et ce rassemblement se transformait en une grande fête spontanée. Avec le temps passé c'est devenu une tradition, mais les gouvernants du P.R.I. (Parti Révolutionnaire Institutionnel) s'en sont accaparée et l'ont commercialisée. Avec le temps, et de par cette récupération par le pouvoir, ce n'étaient plus des groupes de musique authentiquement populaires et traditionnels qui participaient. Les autorités avaient fait construire, sur le coteau, un « palais des congrès » dit « de la guelaguetza » où ils ont fait venir des groupes de danse et de musique semi-professionnels. Pour entrer à la Guelaguetza, ils

demandent des prix très élevés que seuls les touristes peuvent payer et de ce fait le peuple ne pouvait plus participer à cette fête. L'an dernier, l'A.P.P.O. a organisé la première Guelaguetza Populaire qui fut un vif succès puisque 25 à 30 000 personnes sont venues. Il y avait des groupes de musique et de danse populaires, authentiques des villages : cette fête a récupéré, de ce fait, son caractère populaire. Ce 16 juillet, a été organisé la deuxième Guelaguetza populaire. C'est l'un des exemples de ce qu'a organisé l'A.P.P.O. durant les mois de gouvernance populaire.

Dans le cas des transports, le premier quartier de la ville de Oaxaca (les rues des villes américaines sont très souvent perpendiculaires) a été entouré et fermé à la circulation pendant la mobilisation et le gouvernement espérant porter préjudice à l'A.P.P.O. qui l'occupait, espérant une réaction négative des usagers, a donné l'ordre aux chauffeurs de ne pas le desservir : de ce fait les lignes de bus étaient, à cet endroit, coupées sans continuité de trajet. Les gens déposés à un bord du quartier devaient traverser à pied sur au moins deux kilomètres pour reprendre le bus, des personnes chargées ou avec des enfants devaient aussi affronter cette difficulté et s'agaçaient. L'A.P.P.O. s'est organisée pour ouvrir deux rues, aller et retour, pour permettre aux autobus urbains de faire leur trajet continu. Ainsi ils ont empêché que les chauffeurs de bus justifient leur arrêt. D'habitude les chauffeurs ne reconnaissent pas les tarifs spéciaux pour les étudiants et les personnes du 3^{ème} âge accordés par des conventions existantes. Les membres de l'A.P.P.O. ont fait appliquer ces conventions en signifiant, au travers de la radio mise en place, que si un chauffeur ne respectait pas ces droits il fallait arrêter le bus et le chauffeur pour que l'A.P.P.O. parle avec lui. Comme le message est passé par la radio, tous les chauffeurs ont dû respecter ces réductions prévues.

En ce qui concerne le commerce, l'A.P.P.O. a organisé la venue des producteurs directement en face des grandes surfaces afin qu'ils puissent vendre directement leurs produits aux consommateurs. Ils ont aussi mis en place dans les rues touristiques des emplacements pour que les artisans puissent vendre leurs produits car avec le gouvernement il ne leur était jamais possible de vendre leur artisanat dans ces grandes rues.

Pour ce qui est de la sécurité, 2 structures ont été mises en place:

Le « *grupo héroico de topiles* » (corps de policiers nommé par les indigènes) de 300 ou 400 personnes

La « *policia magisterial* » - la POMO – (corps de police des professeurs) composée aussi de 300 ou 400 professeurs.

Ces deux groupes garantissaient la sécurité dans toute la Capitale contre la police officielle qui tournait pour attaquer le mouvement et contre les provocateurs qui détruisaient et pillaient les commerces en vue de faire accuser l'A.P.P.O. Ils servaient aussi à arrêter les délinquants communs attaquant et volant les gens. Donc ce sont ces deux groupes qui ont garanti la sécurité durant ces 5 mois où il n'y avait, dans la ville de Oaxaca, ni gouvernement ni police.

Comment se fait la prise de décision au sein de l'A.P.P.O. et qu'est-ce qui est fait pour qu'un maximum de gens puisse participer pour qu'elle soit le plus égalitaire ?

L'A.P.P.O. a deux instances :

1/ L'Assemblée d'Etat : 1500 représentants de communauté indigène, d'autorités municipales, d'organisations sociales, de collectifs, d'étudiants, de commerçants, de personnes des transports, de colonies (tout corps représentant de communautés d'intérêt : quartiers, étudiants...), même des représentants de l'église, de tout l'Etat de Oaxaca.

Comment sont élues ces personnes représentantes ?

Dans leur communauté, leur groupe ou organisation, ils font des assemblées au sein desquelles ils élisent des représentants et lèvent un acte de nomination de leurs élus, signé par les membres de la communauté en question. Donc quand les représentants assistent à la grande assemblée, ils viennent avec les points de vue, les opinions, les propositions de leur assemblée respective, groupe ou communauté.

2/ **Le Conseil d'Etat** est la seconde instance, composée de 264 conseillers élus, nous (Jaquelina et Samuel) sommes deux membres de ce Conseil.

Les décisions sont donc prises dans l'Assemblée d'Etat de l'A.P.P.O. et c'est le Conseil d'Etat qui les exécute et se charge de leur application ensuite. Le Conseil d'Etat n'est pas une structure verticale avec Président, trésorier, secrétaire,... Nous sommes tous conseillers au même niveau et avons les mêmes droits et devoirs. Mais nous sommes répartis en commissions.

Est-ce que les gens participent massivement aux assemblées de base ?

Dans toutes les communautés, colonies, quartiers il y a des assemblées communautaires... Et cela fonctionne bien parce que ce système fonctionnait déjà avant l'A.P.P.O., il y a les mêmes problèmes qu'avant, à la différence qu'aujourd'hui les gens participent et s'investissent de manière plus claire et plus consciente. Auparavant les gens n'avaient pas autant de conscience politique qu'aujourd'hui ; depuis la mobilisation de l'an passé, les gens se sont plus politisés. Des milliers de personnes ont évolué politiquement, cessé d'être PRIste (Parti Revolutionnaire Institutionnel) ou PANiste (Parti d'Action National). Il y a des milliers de personnes qui ne croient plus aux institutions et au gouvernement. Ce qu'est en train de réussir à faire l'A.P.P.O avec ces communautés et assemblées (qui existaient déjà mais qui étaient divisées, éparpillées et cantonnées à leur communauté), c'est de les unir et les regrouper par municipalités, par districts, en assemblée municipales qui regroupent des assemblées des communautés.

Une municipalité se divise en communautés et une région se divise en plusieurs districts et un district en plusieurs municipalités. Dans l'Etat de Oaxaca, il y a 8 régions, 30 districts, 570 municipalités, 7000 communautés. Donc il y a avait déjà 7000 assemblées qui sont maintenant réunies. Tout ceci est ce que nous appelons « Système Assembléiste ».

Les assemblées sont des espaces où tous les gens d'une communauté peuvent participer de manière directe et démocratique en donnant leur point de vue. Les décisions sont prises dans ces assemblées, mais ceux qui participent, assument des engagements, expriment leurs idées, doivent aussi être cohérents et agir dans ce sens ; dans le cas contraire, ils sont discrédités aux yeux de tout le reste de la communauté. Si, effectivement, quelqu'un ne respecte pas ou ne fait pas ce qu'il a dit, il n'est pas pour autant exclu, mais s'il intervient de nouveau les gens disent « celui-là il parle beaucoup mais ne fait rien de ce qu'il dit », et il n'est plus pris en compte, il ne pourra plus avoir de mandat par exemple. C'est ce système assembléiste que nous essayons d'impulser. Ce qui existe ce sont les 7000 assemblées qui fonctionnent très bien, et nous voulons faire un puzzle de ces communautés par municipalité, par district, par région, en les regroupant au sein de ces différentes instances.

Il faut savoir que les communautés de toutes les régions peuvent directement se présenter devant l'Assemblée d'état, ce qui est important car c'est cela la démocratie directe. Tout ce système nous le promovons au niveau du pays entier. Ainsi le 17 et 18 novembre 2006, nous avons constitué l'A.P.P.M. (Assemblée Populaire des Peuples du Mexique) où sont venus des représentants de 20 états sur les 32 que compte la République du Mexique. Et dans les deux derniers mois se sont intégrés deux nouvelles assemblées de deux états, ce qui porte à 22 les états membres de l'A.P.P.M. Cela suppose que dans chaque état nous allons continuer à impulser ce système assembléiste, car nous sommes convaincus que c'est la forme la plus démocratique de participation directe de la base. Et c'est aussi pourquoi nous venons en Europe, en espérant réussir à faire la promotion de ce système assembléiste. Dans le meilleur des cas un jour vous pourriez faire une Assemblée des Peuples d'Europe. Hier lors de la rencontre, un camarade qui essaye de faire une assemblée dans son quartier nous a demandé des informations, nous allons le soutenir en lui envoyant tout ce que nous avons sur les fonctionnements de Oaxaca. Et une des choses les plus importantes est de s'enlever de la tête que mettre en place et fonctionner en assemblée est impossible. Quelqu'un a dit chez nous, « Pense l'impossible car le possible est déjà fait ». Nous croyons qu'il faut briser ces chaînes que nous avons inconsciemment intégrées et qui nous empêchent de penser

l'impossible aujourd'hui, qui pourrait devenir le possible de demain. Nous étions et pensions pareil au début à Oaxaca, on pensait qu'on ne pourrait pas s'unifier, mais nous l'avons fait...

(1)Cacique (nom masculin) : Chef de tribus indiennes d'Amérique, [sens figuré] Haut responsable.